



Hedwig Richter, *Demokratie. Eine deutsche Affäre*. Bonn, bpb, Bonn, 2021. Prix : 7 €.

Édition populaire d'un ouvrage paru chez le grand éditeur de Munich C.H. Beck en 2020, ce livre prétend expliquer à l'échelle mondiale la naissance de la démocratie moderne par le succès de la Révolution de 1848 en Allemagne. L'évolution ultérieure de la Prusse aurait couronné ce succès de 1848. On sent bien une certaine provocation, puisque d'un côté la Révolution de 1848 passa dès l'époque et continue de passer pour l'échec d'une tentative, sinon de démocratiser, du moins de libéraliser l'Allemagne, échec d'ailleurs plutôt violent. Nous nous contenterons d'évoquer la figure de Heinrich Heine, grand poète antiprussien exilé en France (1797-1856) et qui dénonça vigoureusement cet échec et, avec Heine, les figures d'Edgar Quinet et de Stendhal qui dénoncèrent vers 1830 le despotisme prussien et sa tendance antisémite. La Prusse a été jugée si nocive pour l'histoire allemande qu'elle a été dissoute en 1946



par les Alliés. Du point de vue français, on notera ici, hélas trop rapidement, quelques points parmi de nombreux autres. Selon cet ouvrage, la Révolution française n'a pas eu lieu, si ce n'est un obscur déchaînement de violence qui aboutit à Napoléon et à la Restauration, cette dernière étant présentée comme un phénomène français : je ne rappellerai ici qu'une évidence, à savoir que la Restauration fut importée en France par les monarchies européennes coalisées victorieuses à Waterloo et qu'elle dura peu de temps – contrairement à ce qui se passa dans le reste de l'Europe continentale, notamment en Allemagne. Les deux guerres mondiales du XXe siècle et la Shoah sont présentées comme l'œuvre de l'Europe, par exemple de Vichy et du III^e Reich, qui sont mis sur le même plan. Cela dit, le livre rend parfaitement compte de la dimension inhumaine des crimes génocidaires commis pendant la Seconde Guerre mondiale. Le livre affirme que la Quatrième République a été un régime présidentiel (!) parce que la France tirait les leçons du vote des pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Mais il n'est pas question du régime parlementaire de l'Allemagne de l'Ouest. Cet État n'aurait donc manifestement pas eu à tirer les leçons des pleins pouvoirs à Hitler votés en 1933, en temps de paix, sans défaite ni occupation étrangère, par le Reichstag. Le premier président de la RFA, Theodor Heuss, libéral (*nationalliberal*) à l'allemande, avait voté ces pleins pouvoirs, alors que les premiers camps de concentration se remplissaient déjà d'élus antihitlériens. Le livre fourmille d'erreurs factuelles. Mais le penser inexact, sinon faux, de son auteure reste l'aspect le plus inquiétant. On apprend que l'Allemagne avait en 1945 des conditions catastrophiques pour renouer avec sa tradition démocratique... et à aucun moment l'auteur ne rappelle que les Alliés avaient non sans lucidité, même au risque avéré de prolonger la guerre, dès 1943 annoncé qu'ils ne termineraient la guerre que par une capitulation de l'Allemagne : les leçons de 1918 avaient été tirées, et pour, sinon créer, du moins enraciner une tradition démocratique et pacifique en Allemagne, il fallait priver le pays de sa souveraineté et l'empêcher de revenir à ses vieux penchants, qui n'étaient donc pas démocratiques. Que retenir de ce livre ? D'abord que la « centrale fédérale pour l'éducation politique » aurait été bien conseillée de ne pas favoriser sa diffusion. Ensuite la faiblesse de la pensée et de la culture politiques d'une historienne née dans les années 1970, professeure à l'université de la Bundeswehr à Munich, et sa vision de l'histoire dont est totalement absente l'idée selon laquelle les (certes imparfaites) révolutions nord-américaine et française ont représenté une rupture avec l'Ancien Régime monarchique en annonçant l'avènement de la souveraineté du peuple (certes masculin et plutôt blanc). D'autres historiens allemands, parfois

publiés aussi par la centrale pour l'éducation politique des Allemands, ont jugé fort négativement ce livre, à commencer par Andreas Wirsching, le directeur du réputé Institut d'histoire contemporaine de Munich, qui a condamné la vision abusivement positive de l'histoire de la Prusse et des Hohenzollern aux XIX^e et XX^e siècles. Le point de vue ici esquissé, et qui n'apparaît pas dans les comptes rendus allemands négatifs, les complète. En guise de conclusion, on notera tout de même que l'auteure a tenu à faire vers la fin du livre un éloge enthousiaste de la démocratisation des pays européens grâce au cadre que leur proposent l'UE et l'OTAN. François GENTON.